



Association pour la Sauvegarde de l'Environnement de Polangis et du quai de la Marne

N/Réf : MR/01/01/12

BULLETIN N° 64 – Janvier 2012

Autoroute A4-A86 dans sa traversée de Joinville-le-Pont

***Le mot du Président :** tout d'abord, l'ASEP souhaite une très bonne année et une bonne santé à tous les Joinvillais, et plus particulièrement à ceux des quartiers de Polangis et du Quai de la Marne, pour lesquels nous dépensons tant d'énergie afin de préserver leur environnement.*

2012 va être l'année de toutes les promesses électorales, rarement tenues, comme d'habitude, et Joinville-le-Pont ne va pas y échapper. Le dossier-fleuve A4-A86 va être l'occasion de tester celles et ceux qui prétendent pouvoir améliorer notre situation au niveau du Parlement, lors de la prochaine législature. Force est de constater, hélas, que nos trois derniers députés ont échoué dans cette entreprise. « Paroles, paroles, paroles, et toujours des paroles » comme le dit la chanson ... mais rien de concret au niveau des écrans anti-bruit que nous réclamons avec force depuis plus de 35 ans maintenant !

Michel Rioussel

Où en sommes nous à ce jour ?

Rien n'a bougé au niveau de l'Etat, malgré une concertation publique de grande ampleur fin 2006, et ses engagements au sujet des écrans phoniques, du traitement des eaux usées et de la suppression des lampadaires surdimensionnés et tellement consommateurs d'énergie électrique qu'il a fallu très rapidement éteindre la moitié des couronnes lumineuses sur chacun d'eux !

Notre Député-Maire et celui de Maisons-Alfort, ont beau multiplier les effets d'annonces au sujet des promesses qu'ils auraient obtenues de Madame la Ministre de l'Ecologie, il n'y a absolument aucune date de prévue, seulement des échéances lointaines et imprécises, aucun financement, et aucune nouvelle Déclaration d'Utilité Publique (DUP) pourtant obligatoire pour poser des écrans anti-bruit enfin efficaces. Ils semblent se contenter de vagues promesses au sujet du traitement des eaux usées de l'autoroute, ainsi que de l'utilisation des « délaissés », ce dernier point n'étant pas la priorité !

Rappelons que toutes les autres communes autour de nous ont obtenu des déblocages de crédits exceptionnels pour la mise en place d'écrans anti-bruit à Nogent-sur-Marne, Champigny-sur-Marne, Maisons-Alfort et Créteil, partout, sauf à Joinville-le-Pont !


Et maintenant, c'est un article du « Parisien » du 12 Janvier 2012 qui nous enfonce le couteau dans la plaie : le Député-Maire de Maisons-Alfort a obtenu de la Ministre de l'Ecologie « la certitude d'obtenir des financements de l'opération de protection phonique sur l'A4 à **Charenton**, tant par l'Etat que par la Région » ... S'ensuivra alors d'ici à 2013 une DUP nécessaire avant la lancée des travaux. Le coût estimé de l'opération variera entre 75 et 150 M€, selon le choix opéré ».

Question à Monsieur le Député-Maire de Maisons-Alfort : depuis fin 2009, vous savez que vous allez vous présenter dans la nouvelle circonscription redécoupée, qui inclut désormais Joinville : pourquoi ne rien avoir fait pour les Joinvillais depuis 2 ans, et soudainement réaliser qu'il y a un problème d'autoroute à Joinville, à quelques semaines des prochaines élections ?

Question à Madame la Ministre de l'Ecologie : pourquoi préconiser encore la nième étude acoustique, alors qu'il y en a eu de nombreuses depuis 1995, établies par des organismes compétents, dont une financée par l'ASEP? Pourquoi notre Député-Maire ne vous a t'il pas présenté la dernière étude menée par Bruitparif, publiée le 31 Janvier 2011, que l'ASEP lui a fournie, car la Mairie de Joinville n'était même pas au courant ?

Toutes ces interrogations, et d'autres, ont abouti à un communiqué publié dans « le Parisien » du 13 Janvier 2012, financé par le Comité de Défense de l'Environnement du Tronc Commun A4-A86, regroupant 7 associations de Joinville, Nogent et Champigny, dont l'ASEP fait partie depuis sa création. Nous le reproduisons « *in extenso* ».

(Communiqué)



Pont de l'autoroute A4/A86 dans sa traversée de Joinville-le-Pont : sombre avenir pour les riverains et pour l'environnement

Bonne Année 2012 aux responsables d'un Etat qui ne respecte pas ses engagements :

Madame Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable,
des Transports et du Logement,
Monsieur Thierry MARIANI, Ministre auprès de la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable,
des Transports et du Logement, chargé des Transports,
Madame Valérie PÉCRESSÉ, Ministre du Budget, des Comptes Publics, et de la Réforme de l'Etat.

Et Bon Anniversaire !

En effet, début 2007, les Maires, les associations et le Préfet du Val-de-Marne ont signé un accord. Celui-ci était l'aboutissement de plusieurs mois de concertation publique qui avait réuni des milliers de riverains de Joinville-le-Pont, Nogent-sur-Marne et Champigny-sur-Marne.

L'Etat s'était ainsi engagé à :

- Installer des écrans anti-bruit enfin efficaces.
- Supprimer tous les rejets des eaux polluées de l'autoroute qui se déversent directement dans la Marne et le Petit Bras de Polangis.
- Supprimer la pollution lumineuse de lampadaires surdimensionnés.

Et depuis ... plus rien ! malgré de nombreuses relances des associations, des maires et députés, des questions écrites au Parlement ou au Sénat, etc... etc...

Alors que nous célébrons les 5 ans d'inaction de l'Etat que vous représentez, nous formulons donc un seul vœu : **respectez enfin vos engagements.** Mieux vaut tard que jamais !

COMITÉ DE DÉFENSE DE L'ENVIRONNEMENT DU TRONC COMMUN A4/A86, 17 Quai de Béthune, 94340 Joinville-le-Pont
(Association des Négociés, Association Episcopale Autorité des Riverains du Canal de Polangis, Association pour la Sauvegarde de l'Environnement de Polangis et du Canal de la Marne, Comité Fance, Groupement de Riverains du Centre du Tremblay, Joinville-Ecologie, Joinville Et le Onille, ...)

Il est en effet inacceptable que nous ayons le tronçon d'autoroute le plus mal entretenu de France, avec une bonne douzaine de vitrages ayant disparu, ou cassés et jamais remplacés, et des tags partout, jamais enlevés. Tout ceci surplombant un site exceptionnel en région parisienne, celui des Bords de Marne. Et que l'on arrête de nous parler de manque de financements, car les pouvoirs publics savent où trouver cet argent quand il le faut, notamment pour les communes limitrophes! **L'ASEP continuera à se battre jusqu'à l'obtention de ces écrans anti-bruit, ainsi que du traitement des eaux usées, et du retrait de ces lampadaires rouillés.**

Pour appuyer cette démarche, n'hésitez pas à venir vous exprimer lors des prochaines réunions publiques les 9 Février (Polangis) et 29 Mars (Quai de la Marne).